

Face aux exactions, aux heurts meurtriers répétés, l'Onu vote l'intervention de la France, Hollande décide l'application immédiate

CENTRAFRIQUE. Depuis l'aube, on se bat dans Bangui. On se tue, parfois entre voisins

Publié le 05-12-2013 à 21h08 - Mis à jour à 22h01 - Par Christophe Boltanski

Les anti-Balaka, armés de machettes et de Kalachnikov, ont quitté la brousse et, pour la première fois, fondu sur la ville déjà victime des crimes des Séléka. Notre envoyé spécial fait le récit d'une journée d'horreur.



Cadavres dans une mosquée de Bangui, jeudi 5 décembre (Jérôme Delay/AP/SIPA)

Dans le hall de l'hôpital de l'Amitié, on n'entend que des cris, des pleurs, des gémissements. Des femmes appellent au secours, supplient les quelques journalistes présents, implorent l'aide de la France : "On a peur ! On va tous mourir ! Pourquoi personne ne vient nous aider ?" s'écrie une mère, tout en berçant son enfant qui hurle.

Il n'y a pas de médecin ou d'infirmier pour soigner leurs proches, pas davantage de soldats africains ou français pour les protéger. Une partie du personnel de ce grand établissement de Bangui repose un peu plus loin, dans l'herbe, de l'autre côté de la grille qui entoure l'édifice, le long d'une avenue déserte. Huit cadavres gisant presque côte à côte. Une exécution sommaire.

Les meurtriers sont des "Séléka", ces ex-rebelles qui règnent sur le pays. Ils voulaient apparemment venger l'un de leurs généraux tué, le matin même. "Ils sont entrés vers 9h30, ont pris des gens au hasard, des fonctionnaires qui travaillaient ici, y compris le directeur des affaires financières, et les ont abattus sur la route", raconte Marien, un témoin.

Les combattants ont fondu sur la ville

Depuis l'aube, on se bat dans Bangui. On se fusille. On se tue, parfois entre voisins. Par balle ou à l'arme blanche. La capitale centrafricaine s'est réveillée au son du canon. Dans la nuit, ceux que l'on appelle les anti-Balaka, des paysans chrétiens ou animistes, munis de fusils de chasse, de machettes, mais aussi, semble-t-il, des combattants armés de Kalachnikov et de mortiers, ont quitté la brousse et,

pour la première fois, fondu sur la ville. Pendant que plusieurs centaines d'entre eux attaquaient, au sud, le camp de Kassaï et la prison de Ngaragba, d'autres arrivaient par le nord et se déversaient dans le faubourg de Boy-Rabé. L'hôpital de l'Amitié paie sa proximité avec ce quartier chrétien, populaire et frondeur, cible répété, par le passé, des Seleka.

A l'entrée de l'établissement, des blessés, des morts, allongés sur des brouettes, tirés à bout de bras, continuent d'affluer, malgré l'absence de blouse blanche. "Nous étions réfugiés dans l'église Saint-Bernard à Boy-Rabé. Les Séléka sont rentrés et ont tué beaucoup de gens", dit une femme qui pousse un chariot métallique sur lequel repose un corps, enveloppé dans une natte. Des coups de feu l'interrompent et provoquent la panique dans la foule. Un pick-up, remplis de miliciens vient de surgir d'un carrefour. Des détonations se succèdent pendant quelques minutes. Les Seleka finissent par s'en aller, en laissant derrière deux nouveaux cadavres jetés sur l'asphalte, les mains ligotées.

Des militaires français apparaissent

Une fois le calme revenu, des militaires français apparaissent à bord de trois jeeps et d'un blindé. Ils passent sans s'arrêter, puis rebrousse chemin à la vue d'un appareil photo. Le soldat ordonne au reporter d'effacer le cliché qu'il a pris de lui. Au vu de son équipement, de ses oreillettes et de sa détermination à défendre son droit à l'image, il fait partie des forces spéciales. Avant de repartir, il explique que la protection de l'hôpital de l'Amitié ne figure pas parmi ses attributions. Seul Médecins sans frontières apporte une aide aux familles réfugiées dans le bâtiment avec leurs éclopés. Un de leurs véhicules effectue de périlleux aller-et-retour pour transférer les blessés dans un autre dispensaire.

Des camionnettes de la Seleka sillonnent à vive allure les larges artères de Bangui, le reste du temps désertes. Aucun habitant ne se hasarde dehors. De nombreuses dépouilles n'ont pas été ramassées. Au quartier de "Fou", un homme gît sur le bitume, dans une mare de sang. Un deuxième repose derrière l'arrêt d'un bus. Un autre plus jeune, est plié contre un muret. Trois corps traînent sur un bas côté qui longe l'église Notre-Dame d'Afrique. Un ultime cadavre se trouve près d'une échoppe de la compagnie de téléphonie mobile, Télécél. Sept morts, rien que sur ce petit tronçon de route.

"Ils jettent des grenades dans les maisons des musulmans"

Avenue des Martyrs, des dizaines d'ex-rebelles de la Seleka, en treillis de parachutistes, le cou ou le bras entourés de gris-gris, campent devant l'enceinte de l'hôpital communautaire. "Je crois que, maintenant, la sécurité est juste bien", explique l'un de leurs officiers, le colonel Ibrahim Yunis. Les anti-Balaka et les partisans de l'ancien président (François Bozizé, *NDLR*) sont arrivés à plus d'un millier. Ils ont beaucoup de complice dans la ville. Ils jettent des grenades dans les maisons des musulmans pour que ça nous énerve et qu'on aille se venger". Trois "généraux" de la Séléka ont, selon lui, trouvé la mort au cours des derniers affrontements, dont Aba Yahia, l'ancien "Com-Zone" de Bossangoa, un seigneur de la guerre particulièrement redouté.

"Une soixantaine de blessés surtout par balles, ou par des éclates d'obus ou de RPG, ont été admis depuis ce matin", explique Sylvain Groulx, de MSF Espagne. La morgue contient, quant à elle, déjà 42 corps, bientôt rejoint par une dizaine d'autres. Des civils, pour la plupart.

"Une foule les a attaqué avec des machettes"

Le bilan des victimes ne cesse de s'accroître de part et d'autres. Dans le quartier musulman dit du Kilomètre Cinq, pas moins de cinquante-six dépouilles, drapées dans des linceuls, sont entreposées dans la mosquée Ali Babou. Parmi elles, on compte quatre femmes et sept enfants. Les habitants rassemblés autour de leurs morts et de leurs imams sont presque tous armés de machette, d'arcs ou de couteaux. "Ce n'est plus un conflit entre les Seleka et les anti-Balaka, c'est devenue une guerre de religion entre chrétiens et musulmans", proclame un jeune homme. Jibril, lui, a perdu deux frères : Selim, 20 ans, et Youssouf, 5 ans. "Ils étaient chez eux quand une foule les a attaqué avec des

machettes". Il habite Miskin. "Un quartier très dangereux. Moi, je ferme toutes les portes. Il y a beaucoup de cadavres laissés par terre". Suleiman, un étudiant, venu avec une épée presque aussi grande que lui, appelle la France à l'aide. Au moins, a-t-il ce point en commun avec ses voisins chrétiens.

Christophe Boltanski, envoyé spécial à Bangui - Le Nouvel Observateur



Des civils blessés à l'hôpital de Bangui, jeudi 5 décembre (Jérôme Delay/AP/SIPA)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/centrafrique/20131205.OBS8576/centrafrique-depuis-l-aube-on-se-bat-dans-bangui-on-se-tue-parfois-entre-voisins.html?xtor=RSS-17>

Heurts meurtriers à Bangui, l'Onu vote l'intervention française

Reuters – 5 12 2013 21 :50



Reuters/Reuters - Dans une rue de Bangui. Le Conseil de sécurité de l'Onu a donné jeudi son feu vert à une intervention militaire de la France en Centrafrique et François Hollande a annoncé son lancement le soir même, alors que des affrontements opposant ex-rebelles de la Séléka, miliciens "anti-balaka" et fidèles du président déchu François Bozizé ont fait au moins 105 morts dans la journée à Bangui. /Photo prise le 5 décembre 2013/REUTERS/Emmanuel Braun

par Emmanuel Braun et Paul-Marin Ngoupana

BANGUI/NATIONS UNIES (Reuters) - Le Conseil de sécurité de l'Onu a donné jeudi son feu vert à une intervention militaire de la France en Centrafrique, et le président François Hollande a annoncé son lancement le soir même, alors que des affrontements meurtriers opposaient à Bangui anciens rebelles, majoritairement musulmans, et miliciens chrétiens.

Les ex-rebelles de la coalition Séléka, qui ont pris le pouvoir en mars et ont chassé du pouvoir le président François Bozizé, disent être tombés sous le feu de milices d'autodéfense "anti-balaka" et de combattants restés fidèles à l'ancien chef d'Etat.

À l'issue d'un conseil restreint de défense, François Hollande a lancé dans l'urgence l'opération Sangaris, dans le cadre de laquelle Paris doit immédiatement doubler son contingent de 600 hommes présents sur place, et qui sera la plus importante action militaire française en Afrique depuis l'opération Serval, lancée en janvier au Mali contre les islamistes qui tenaient alors le nord du pays.

Devant l'aggravation de la situation sur le terrain, le président français a choisi ne pas attendre, comme prévu, la fin du sommet sur la paix et la sécurité en Afrique, qui doit réunir une quarantaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains vendredi et samedi à Paris.

La situation en Centrafrique doit faire l'objet d'un mini-sommet samedi après-midi à Paris et le gouvernement fera mardi 10 décembre devant l'Assemblée nationale une déclaration suivie d'un débat sans vote sur l'intervention française.

DJOTODIA ACCUSE BOZIZÉ

Selon des décomptes établis par Reuters et Médecins Sans Frontières, au moins 105 personnes ont été tuées dans la journée dans la capitale centrafricaine et une grande partie d'entre elles ont été victimes d'armes blanches ou contondantes.

"Nous avons reçu de nombreuses informations émanant de sources très crédibles sur des exécutions extrajudiciaires", a déclaré sur place Joanne Mariner, une spécialiste des situations de crise pour Amnesty International. "La situation part en vrille et risque d'échapper à tout contrôle."

Interrogé par BFMTV, le président par intérim de la RCA et chef de la Séléka, Michel Djotodia, a nié qu'une tentative de renversement soit en cours.

"Non, ce n'est pas un coup d'Etat, ce sont des éléments de Bozizé, les anti-balaka", a-t-il dit. "Ils espèrent nuire ainsi au bon déroulement du sommet qui doit se tenir demain à Paris."

Huit mois après avoir déposé François Bozizé, Michel Djotodia ne parvient pas à contrôler ses combattants de la Séléka, dont beaucoup sont originaires du Tchad et du Soudan voisins, et les milices "anti-balaka" se sont constituées en réaction aux violences commises par les anciens rebelles désormais au pouvoir.

VENTES D'ARMES INTERDITES

A New York, les 15 membres du Conseil de sécurité ont été unanimes à accorder un mandat d'intervention d'un an aux troupes de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (Misca) et de six mois renouvelable aux forces françaises.

La résolution 2127, présentée par Paris et placée sous le chapitre VII de la Charte de l'Onu, autorise l'usage de la force pour protéger les civils. Le texte impose aussi un embargo sur les ventes d'armes à la RCA.

Le Premier ministre centrafricain, Nicolas Tiangaye, présent à Paris, avait appelé de son côté au déploiement immédiat des soldats français, avant même qu'il soit annoncé par François Hollande.

"Ce que je demande à la communauté internationale, c'est de passer immédiatement à l'acte, c'est-à-dire de mettre en acte le déploiement des forces de la Misca et des forces françaises pour stabiliser la situation", a dit Nicolas Tiangaye.

Environ 250 militaires français, sur les 650 déjà présents à Bangui dans le périmètre de l'aéroport, se sont déployés jeudi dans les rues de Bangui pour assurer la sécurité des Français et "des points sensibles". Un demi-millier de Français résident en RCA.

Avec Elizabeth Pineau, Marion Douet et Emmanuel Jarry à Paris, Michele Nichols et Louis Charbonneau à l'Onu; Danielle Rouquié, Henri-Pierre André, Tangi Salaün, Jean-Loup Fiévet et Julien Dury pour le service français

Centrafrique : "J'ai décidé d'agir dès ce soir", dit Hollande

Par Le Nouvel Observateur - 05-12-2013 à 15h59 - Mis à jour à 23h30

VIDEO. Le chef de l'Etat a annoncé une action militaire "immédiate" de la France afin "d'éviter une catastrophe humanitaire", après le feu vert de l'ONU.



"Vu l'urgence, j'ai décidé d'agir immédiatement. C'est à dire dès ce soir", déclare François Hollande

Ce direct est maintenant terminé. Revivez l'ensemble des événements de la journée, minute par minute.

L'essentiel :

- Des violences meurtrières ont éclaté jeudi 5 décembre avant l'aube à Bangui, capitale de la Centrafrique. Selon un nouveau bilan établi par Reuters, il y a au moins 105 morts. Le président centrafricain de transition, Michel Djotodia, a étendu le couvre-feu nocturne de quatre heures, l'imposant désormais de 18 heures 6 heures. Dans le reste du pays, les massacres se multiplient et la population se sent abandonnée.

- Quelques heures après ces événements, l'ONU a donné son feu vert à une vaste opération militaire franco-africaine. Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté une résolution de la France - ancienne puissance coloniale - à l'unanimité. "Vu l'urgence, j'ai décidé d'agir immédiatement. C'est à dire dès ce soir", a lancé François Hollande à l'issue d'un conseil de défense à l'Élysée. "Cette intervention sera rapide, elle n'a pas vocation à durer", a précisé le président.

La France a un intérêt à intervenir en Centrafrique, mais pas forcément pour les raisons que l'on croit.

- 250 soldats français sont déjà déployés dans les rues de la capitale. Plusieurs centaines d'autres sont également présents à l'aéroport. D'autres troupes sont arrivées du Cameroun. Au total, 1.200 soldats seront déployés dans le pays. Le président centrafricain a appelé la population terrorisée "à garder son calme", ajoutant que "l'armée française est une amie de la Centrafrique" et que "les militaires français viennent pour aider", pas "pour soutenir un camp au détriment d'un autre".

Le déroulement des événements :

22h30 - Des tirs dans Bangui

Qq coups de feu sporadiques retentissent ce soir sur Bangui. Nombreux pillages en cours Les Français arrivent trop tard? #Centrafrique #RCA

— Nicolas Bertrand (@nicolabertran) 5 Décembre 2013

22h - Kouchner soutient l'intervention, par crainte d'un "nouveau Rwanda"

Evoquant le "droit d'ingérence", l'ancien ministre des Affaires Etrangères de Nicolas Sarkozy, Bernard Kouchner, justifie sur BFMTV l'intervention française par la crainte d'un "nouveau Rwanda". En 1994 Hutus et Tutsis s'étaient entretués au Rwanda dans un génocide que la communauté internationale avait longtemps ignoré.

21h30 - Juppé et Fillon soutiennent "pleinement" l'opération française

Les deux anciens Premiers ministres François Fillon et Alain Juppé, qui tenaient un meeting commun, assurent qu'ils soutiennent "pleinement" l'opération française.

"Je soutiens pleinement l'intervention en Centrafrique parce qu'il y a une urgence humanitaire et parce que nous avons le mandat des Nations Unies", explique François Fillon. "Je partage le point de vue de François Fillon", renchérit Alain Juppé. "Il y a un drame épouvantable humanitaire sur le terrain. La France est dans sa vocation en assumant sa responsabilité", ajoute-t-il. Le maire de Bordeaux demande cependant qu'on soit "assuré" que la France "en a les moyens. Les opérations extérieures se multiplient. Cela commence à peser lourd."

21h15 - Le Front national soutient l'intervention, pas le NPA

"La dégradation de la situation civile et sécuritaire en Centrafrique justifie plus que jamais l'intervention militaire de la France sous l'égide de l'ONU", réagit le Front national dans un communiqué. "Cette intervention nécessaire d'un point de vue humanitaire est également conforme aux intérêts de la France dans la région. (...) Le Front National l'appuie et la soutient mais pas sans réserve, notamment sur la question des moyens alloués aux armées françaises. (...) C'est très solennellement que nous demandons une révision globale de notre politique de défense comprenant au minimum le gel des effectifs et une augmentation véritable des crédits."

"Non à l'intervention militaire française en Centrafrique", lance de son côté le Nouveau parti anti-capitalistique (NPA). "En fait, la France intervient dans cette ancienne colonie où elle a une vieille tradition de pillage et de soutien aux dictateurs comme l'ubuesque Bokassa pour y défendre ses propres intérêts. C'est elle qui a mis en place, il y a dix ans, le président Bozizé dont le régime haï et corrompu s'écroule."

21h - Un débat à l'Assemblée et au Sénat mardi

Un débat sur l'intervention française en Centrafrique aura lieu mardi prochain simultanément à l'Assemblée nationale et au Sénat. Mardi à 15 heures le chef du gouvernement s'exprimera devant l'Assemblée tandis que le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius parlera devant le Sénat, assure le ministre des relations avec le Parlement, Alain Vidalies. Ce débat se tient en vertu de l'article 35 de la Constitution qui prévoit que "le gouvernement informe le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger, au plus tard trois jours après le début de l'intervention" et que "cette information peut donner lieu à un débat qui n'est suivi d'aucun vote".

Matignon annonce par ailleurs que le Premier ministre réunira mardi matin à partir de 8 heures les ministres Laurent Fabius (Affaires étrangères), Jean-Yves Le Drian (Défense), Manuel Valls (Intérieur) et Alain Vidalies, mais aussi "les présidents de l'Assemblée nationale et du Sénat, les présidents des commissions des Affaires étrangères et de la Défense de l'Assemblée nationale et de la commission des Affaires étrangères et des forces armées du Sénat, ainsi que les présidents des groupes politiques des deux chambres".

20h20 - Christine Boutin soutient l'intervention

L'ancienne ministre affiche son soutien à la décision du chef de l'Etat sur Twitter.

Soutien à la décision de François Hollande d'intervenir en [#Centrafrique](#) , génocide, risque d'engrenage des violences , chretiens massacrés

— Christine Boutin (@christineboutin) [5 Décembre 2013](#)

Oui c'est le devoir de la france d'intervenir en [#Centrafrique](#)

— Christine Boutin (@christineboutin) [5 Décembre 2013](#)

Même soutien du côté du député UMP Philippe Gosselin.

[#Centrafrique](#) . Soutien inconditionnel aux troupes françaises qui vont intervenir.La France est grande quand elle se rassemble

— Philippe GOSSELIN (@phgosselin) [5 Décembre 2013](#)

20h15 - Michèle Alliot-Marie : "Va-t-on intervenir partout ?"

Michèle Alliot-Marie, ex-ministre UMP des Affaires étrangères réagit sur BFMTV à la déclaration de François Hollande :

"Nous soutenons toujours nos militaires sur le terrain" mais "ce que je crains, c'est que François Hollande n'entre dans une spirale. Il y a de nombreux endroits en Afrique où le défaut d'Etat fait qu'on est tombés dans des zones grises et où il y a des massacres. Va-t-on intervenir partout ? D'autre part, quand on intervient, on n'intervient pas pour les jours qui suivent. Il faut savoir ce qu'on va mettre en place. Une simple intervention militaire ne permet pas de mettre en place une stabilité. (...) Alors même que l'on baisse les crédits de la Défense, avons-nous les moyens de multiplier les opérations de ce type ?"

19h48 - Cette intervention "n'a pas vocation à durer"

Voici l'intervention de François Hollande à l'issue du conseil de défense :

Le lien video:

```
<iframe frameborder="0" width="640" height="359"
src="https://api.dcloud.net/player/embed/4e7343f894a6f677b10006b4/52a0c50a9473996f30273ec3/
6f8a398e5f10474ea31dc55ce20183bb?exported=1"></iframe>
```

"La situation en Centrafrique est devenue alarmante et même effrayante. Des massacres s'y perpétuent en ce moment même, y compris dans les hôpitaux. Chaque jour, des femmes et des enfants sont violentés et des milliers de déplacés cherchent refuge. Face à ce chaos général, le conseil de sécurité [de l'ONU] vient d'adopter à l'unanimité une résolution donnant mandat à une force africaine pour apporter la sécurité, rétablir la stabilité et protéger la population. La France soutiendra cette opération c'est son devoir à l'égard d'un petit pays, bien loin d'ici, pays ami, pays le plus pauvre du monde, pays qui nous appelle au secours.

Vu l'urgence, j'ai décidé d'agir immédiatement. C'est à dire dès ce soir. En coordination avec les Africains et avec le soutien des partenaires européens. Déjà, 600 militaires français sont sur place. Cet effectif sera doublé d'ici quelques jours, pour ne pas dire quelques heures. La France n'a pas d'autre objectif que de sauver des vies humaines. Je veux que toutes les informations soient données et c'est la raison pour laquelle le gouvernement fournira toutes les explications au Parlement dès la semaine prochaine. Il y a un an, au Mali, la France était appelée pour lutter contre une invasion terroriste. Elle y est parvenue. Aujourd'hui, dans des circonstances très différentes, la France est attendue pour éviter une catastrophe humanitaire. Elle sera là. J'ai pleine confiance dans nos soldats pour accomplir cette mission. Je sais leur sens du devoir, leur grande qualité professionnelle. Cette intervention sera rapide, elle n'a pas vocation à durer, et je suis sûr de son succès. J'en rendrai compte régulièrement aux Français."

19h20 - "J'ai décidé d'agir dès ce soir", dit Hollande

François Hollande s'exprime à l'issue du conseil de Défense restreint à l'Elysée. "J'ai décidé d'agir dès ce soir", dit-il. "Déjà 600 militaires français sont sur place. Cet effectif sera doublé d'ici quelques jours, pour ne pas dire quelques heures [...] La France est attendue pour éviter une catastrophe humanitaire. Elle sera là. J'ai pleine confiance dans nos soldats pour accomplir cette mission [...] Cette intervention sera rapide, je suis sûr de son succès."

François Hollande a précisé que "le gouvernement fournira toutes les explications au Parlement dès la semaine prochaine". Le chef de l'Etat s'est enfin engagé à en "rendre compte régulièrement aux Français".

18h40 - Londres propose une "aide logistique limitée"

"Le Royaume-Uni est en discussion avec la France pour apporter une aide logistique limitée", assure un porte-parole du ministère britannique de la Défense.

"Envoyer des troupes britanniques n'est pas (une option) sur la table", précise le porte-parole, refusant de donner davantage de détails sur la nature de cette aide.

Selon des sources gouvernementales, elle devrait se traduire par la mise à disposition d'un avion militaire gros-porteur C-17, comme cela avait été le cas lors de l'intervention française au Mali en janvier.

18h15 - Hollande réunit un conseil de défense restreint à l'Elysée

Autour du président se trouvent notamment le chef d'état major des armées, Edouard Guillaud, et les ministres Jean-Yves Le Drian (Défense), Laurent Fabius (Affaires étrangères) et Manuel Valls (Intérieur).

18h - Le couvre-feu commence à Bangui

17h55 - La Centrafrique ferme sa frontière avec la RDC

La Centrafrique ferme "jusqu'à nouvel ordre" sa frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), selon une source officielle.

"En raison de la situation sécuritaire due à l'attaque de la ville de Bangui, le ministre de la Sécurité publique décide de la fermeture de la frontière entre la RDC et la République Centrafricaine jusqu'à nouvel ordre", indique un communiqué du ministère.

17h25 - Plusieurs généraux de la Séléka tués

Selon Jeune Afrique, "plusieurs généraux de la Séléka [une coalition constituée en août 2012 de partis politiques et de forces rebelles, NDLR] ont été tués" au cours des violences.

Les domiciles du président de la transition Michel Djotodia et du Premier ministre Nicolas Tiangaye auraient en outre été pillés.

17h - Au moins 105 morts

Selon un nouveau bilan établi par Reuters, les violences dans la capitale centrafricaine ont fait au moins 105 morts.

16h40 - Un conseil de défense restreint à l'Elysée

François Hollande réunira un conseil restreint de Défense à 18 heures à l'Elysée. Il réunira notamment le chef d'état major des armées, Edouard Guillaud, et les ministres Jean-Yves Le Drian (Défense), Laurent Fabius (Affaires étrangères) et Manuel Valls (Intérieur), autour du président Hollande.

16h30 - La résolution autorise l'usage de la force

Le texte autorise les soldats français en RCA à "prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir la Misca [force africaine en RCA, NDLR] dans l'accomplissement de son mandat".

La Misca pourra se déployer "pour une période de douze mois", avec une clause de révision à six mois, avec pour mission de "protéger les civils, rétablir l'ordre et la sécurité, stabiliser le pays" et faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire. Dans le cadre de l'opération Sangaris (du nom d'un papillon rouge), la France doit tripler son contingent sur place, qui passera à 1.200 hommes. Ils sont chargés notamment de sécuriser l'aéroport de Bangui et les principaux axes par où transiteront les convois humanitaires.

#RCA Les massacres de #Bangui augurent mal d'une reprise du processus de transition que la résolution de l'#ONU est sensée faciliter

— Adrien Jaulmes (@AdrienJaulmes) 5 Décembre 2013

16h20 - Feu vert de l'ONU a une intervention militaire française

Les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU donnent, à l'unanimité, mandat aux forces françaises pour intervenir en République centrafricaine (RCA) afin de rétablir la sécurité, en appui à une force panafricaine.

16h10 - Des soldats français en provenance du Cameroun

Pause de la colonne de soldats français sur la route de la frontière avec la #Centrafrique. #Sangaris pic.twitter.com/lkyPil8pjS

— Xavier Yvon (@xavieryvon) 5 Décembre 2013

16h - 54 cadavres découverts dans une mosquée de Bangui

Près de 80 cadavres sont découverts dans une mosquée de Bangui et au bord de rues de la ville après les violences de la matinée. A la mosquée du quartier PK5, dans le centre de la capitale, 54 cadavres étaient alignés dans la salle de prière et la cour intérieure, portant des marques de blessures

à l'arme blanche et par balles. Dans les rues voisines, des journalistes ont comptabilisé 25 cadavres abandonnés sur le bas coté.

15h30 - Au moins 10 morts et 65 blessés

Médecins sans frontières (MSF) annonce avoir recensé 10 morts et 65 blessés dans le seul hôpital communautaire de la ville, renvoyant un précédent bilan de 8 morts. Ce nouveau bilan partiel, qui ne concerne que l'un des hôpitaux de la capitale, laisse présager un nombre élevé de victimes dans cette nouvelle vague de violences.

15h - Le couvre-feu étendu

Le président centrafricain de transition, Michel Djotodia, annonce l'extension immédiate de quatre heures du couvre-feu, imposé désormais de 18 heures (au lieu de 22 heures) à 6 heures.

13h30 - 250 soldats français se déploient dans Bangui

"Environ 250 soldats français se sont déployés dans Bangui à la suite des incidents de la nuit", a annoncé jeudi le porte-parole de l'état-major des armées françaises, le colonel Gilles Jaron. Deux missions pour ces soldats : "Sécuriser les points sensibles (ambassade, lycée français, etc.) et des points de regroupement pour assurer la sécurité des ressortissants." Selon le colonel Jaron a "environ 650 militaires français" sont présents actuellement dans la capitale centrafricaine.

12h30 - Le Premier ministre centrafricain veut un déploiement rapide des soldats français

Le Premier ministre centrafricain, Nicolas Tiangaye, appelle au déploiement des soldats français "immédiatement" après le vote de la résolution de l'ONU, qui doit autoriser une intervention française pour rétablir l'ordre en Centrafrique en soutien à la force africaine déjà présente. "Vu l'urgence, mon souhait est que l'intervention se fasse dans les meilleurs délais, immédiatement après la résolution", précise-t-il, alors qu'il se trouve à Paris pour le sommet de l'Élysée sur la paix et la sécurité en Afrique.

12h - Des violences éclatent avant le vote de l'ONU

#Bangui #Centrafrique Civils réfugiés dans les églises, les ambulances ne circulent pas, situation se dégrade rapidement

— Adrien Jaulmes (@AdrienJaulmes) [5 Décembre 2013](#)

#Centrafrique La France a été prise de court par les événements à #Bangui : les rebelles n'ont pas attendu le vote de l'ONU

— Adrien Jaulmes (@AdrienJaulmes) [5 Décembre 2013](#)

<http://tempsreel.nouvelobs.com/centrafrique/20131205.OBS8537/en-direct-centrafrique-au-moins-10-morts-et-65-blesses.html?xtor=RSS-17>